

# EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

## RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LES DETENTEURS DU POUVOIR



**SUD-KIVU**  
**Uvira**

Vol. 5  
© July 2022

Les équipes d'action civique (CivActs) sont une plateforme pionnière de feed-back, de dialogue et de voix communautaire pour assurer la rédevabilité dans le processus de développement.

# INTRODUCTION

La résolution des problèmes que connaissent nos sociétés demande une participation de tous. Dirigeants et dirigés devraient, dans le cadre de la gestion de la chose publique et de l'administration du territoire, collaborer fréquemment afin de trouver des solutions aux difficultés que rencontrent leurs milieux. Cette collaboration trouve sa force à travers la promotion des pratiques qui promeuvent la redevabilité, la transparence et le respect des lois et textes qui régissent la gestion de l'entité.

Depuis octobre 2020, au cours de chaque trimestre dans la ville d'Uvira, à Kiliba, Kigongo et Makobola, les CFAs (associés communautaires) font des collectes données qui permettent aux membres de la communauté : **i)** de donner leurs avis en rapport avec la gouvernance locale, la communication, la sécurité et le budget participatif et **ii)** de proposer des pistes de solutions pour la résolution des problèmes identifiés. Les 4 premières collectes réalisées auprès des 1918 personnes dont 1016 hommes et 902 femmes ont permis d'identifier les problèmes ci-après : **i)** la non connaissance de l'existence du budget participatif par la communauté ; **ii)** la faible maîtrise de la nomenclature des taxes et le faible taux de leur paiement par les membres de la communauté ; **iii)** Faible niveau d'interaction entre les autorités et les membres de la communauté suite à la quasi indisponibilité de ces dernières aux membres de la communauté et des pratiques de corruption.

Des sensibilisations de la communauté et échanges avec les autorités locales en vue de la résolution de ces problèmes ont été réalisés et ont permis de constater certaines avancées dont : **i)** l'implication de la communauté dans la gouvernance locale, **ii)** l'évolution du niveau d'échange entre les autorités et la communauté qui se fait chaque fois qu'il y a une information à communiquer, **iii)** l'implication des autorités et de la population dans la mise en œuvre des mesures de sécurité, **iv)** lors de l'élaboration du budget participatif dans la ville d'Uvira, certaines couches sociales ont été représentées. Par contre il y a des questions qui, jusqu'alors, n'ont pas connues des avancées notamment : **i)** la connaissance de la nomenclature des taxes et leurs paiements, **ii)** la connaissance de l'existence du budget participatif par la population et **iii)** l'absence de la consultation de ce budget par la communauté.

Dans le but de mesurer les changements apportés dans la communauté et les efforts encore à fournir pour résoudre les problèmes ci-haut cités, une 5<sup>e</sup> collecte des données a été réalisées dans les mêmes zones d'implémentations du programme. Tenant compte de l'actualité et de la conjoncture, des questions sur l'appréhension et les attentes de la communauté en rapport avec les élections à venir ont été ajoutées et adressées aux membres de la communauté. Ces enquêtes ont touché 1005 personnes dont 476 femmes et 529 hommes.

Ce rapport donne en détail ; les avis des interviewés en rapport avec les changements déjà constatés dans leur participation dans la gouvernance locale, le niveau de communication entre la communauté et les autorités, la connaissance du budget participatif et le paiement des taxes, l'état actuel de la sécurité et les avis et attentes de la communauté en rapport avec les élections de 2023. Il est enfin sanctionné d'une conclusion qui résume les différentes tendances sorties de cette phase de collecte et en propose certaines recommandations afin d'améliorer les efforts déjà faits pour arriver à des solutions durables dans le cadre de la transparence dans la gestion des entités d'implémentation du programme.

# ASPECTS GENERAUX



**Femme Homme**

**476**  
47.4%

**529**  
52.6%

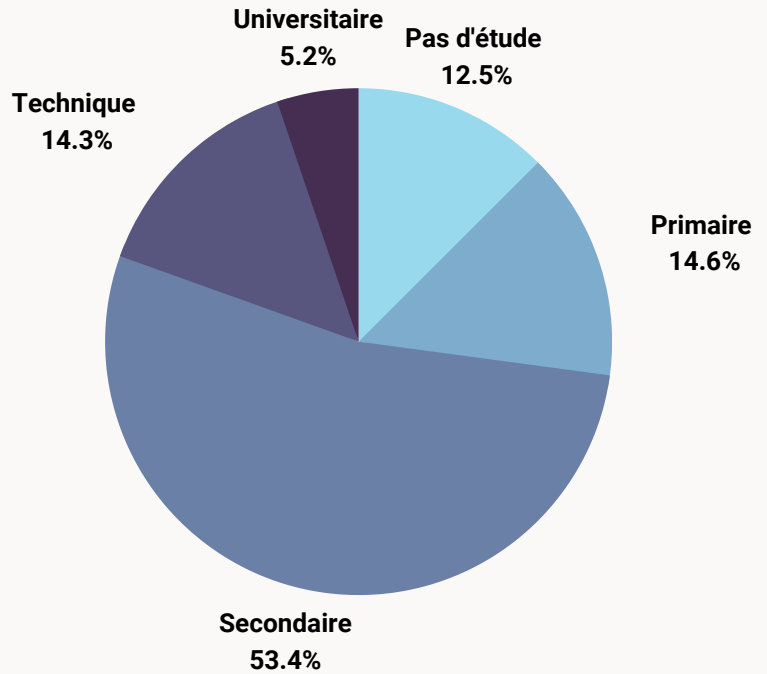


**Handicapés**  
**57**  
5.7%

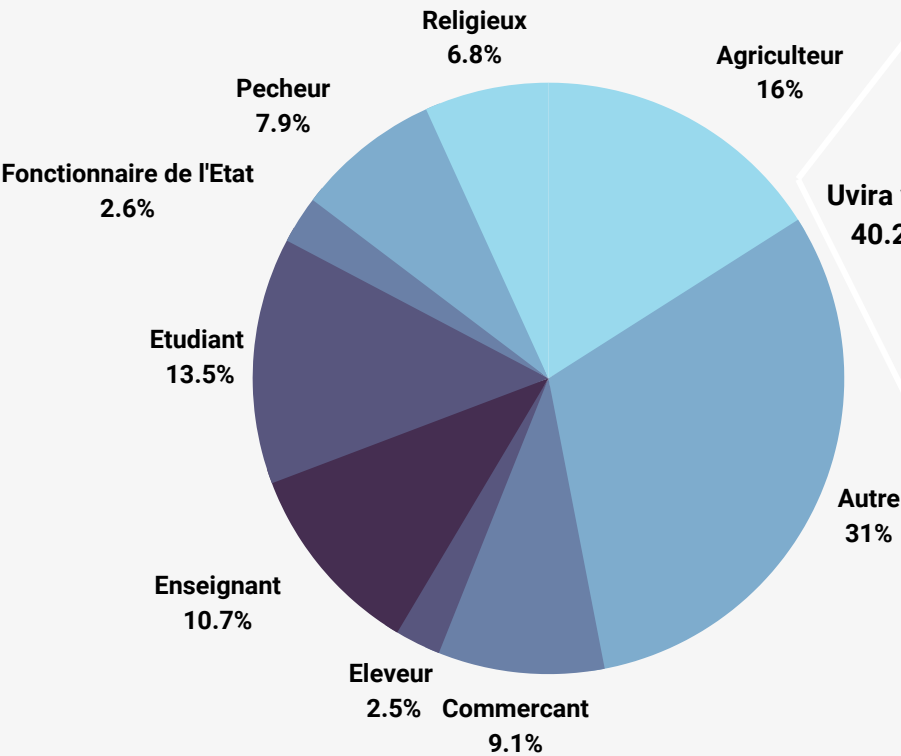


**Age moyen**  
**25 à 34 ans**

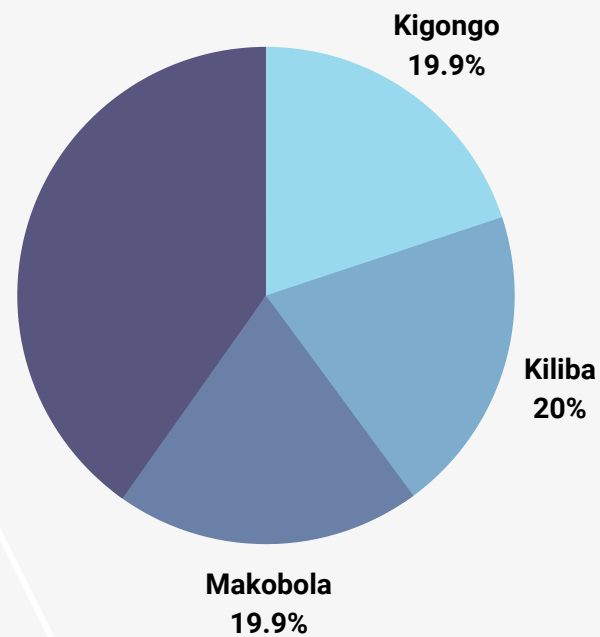
## ETUDES FAITES



## OCCUPATION PROFESSIONNELLE



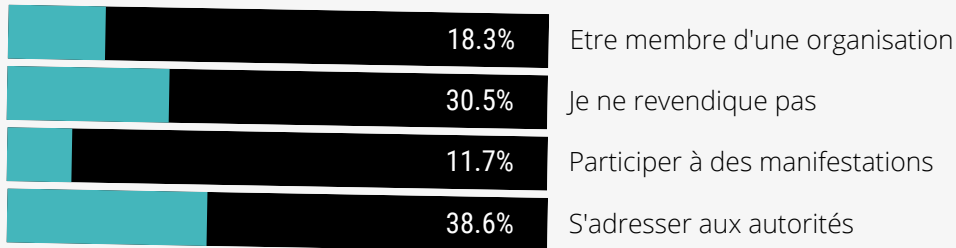
## LIEU D'HABITATION



## GOVERNANCE LOCALE

### Exigence de la redevabilité

#### Comment revendiquez-vous vos droits auprès des autorités



Ces résultats montrent comment est ce que la communauté développe déjà la culture de l'exigence de la redevabilité en s'adressant aux autorités selon 38,6% des enquêtés, par l'appartenance à une organisation/association fait par 19,1% et d'autres 11,7% qui participent à des manifestations

Par exemple, au cours de cette période nous avons remarqué des marches organisées par des mouvements citoyens pour exiger le gouvernement congolais de demander à leur homologue du Burundi de procéder au rabais du prix du test covid et de supprimer cette taxe.

### Qualité et appréciation de la gouvernance locale

#### Niveau de satisfaction de la communauté face à la gestion de l'entité



55.7%  
Non satisfait



44.3%  
Satisfait

Ces résultats montrent l'évolution de la satisfaction des communautés en rapport avec la gestion de leurs entités, nous voyons que 44,3% des enquêtés se disent être satisfait de la gestion: Pendant que lors de la précédente collecte les insatisfaits étaient 43.8%. Nonobstant 55,7% continuent à avoir besoin des actions supplémentaires de la part des autorités. Ces résultats montrent que les actions autorités sont en train d'apporter des réponses à certaines attentes de la communauté, mais qu'il en faut encore plus pour satisfaire les besoins de la communauté et atteindre une grande majorité.

#### En accord ou désaccord avec phrase suivante : "La plupart des autorités locales qui vous servent sont prêtes à répondre aux questions des citoyens".

Des personnes enquêtées 60.7% témoignent que la plupart des autorités locales qui leur servent ne répondent pas à leurs questions. seuls 39.3% des personnes enquêtées témoignent être satisfait des réponses données à leurs questions par les autorités locales.

Si nous comparons les résultats de cette collecte à ceux de la précédente, nous remarquons une baisse 9% du nombre des personnes qui trouvaient des réponses pour leurs questions auprès des leurs autorités. Les raisons évoquées par ces gens : i)le conflit de pouvoir entre les autorités, ii)insatisfaction en rapport avec leurs attentes partant des décisions prises par les autorités locales, iii)absence des suivis par les autorités de l'exécution de leurs décisions, iv)l'absence des animateurs des entités décentralisées.

De ce fait, il est important que les autorités multiplient les réflexions ensemble avec les membres de leur communauté pour toutes les questions qu'elle pose afin d'arriver à la Co création de solution adaptée et qui satisfasse au besoin de la communauté.



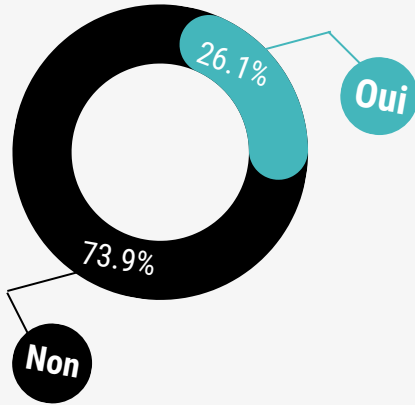
60.7%  
Désaccord



39.3%  
D'accord

## TRANSPARENCE FISCALE

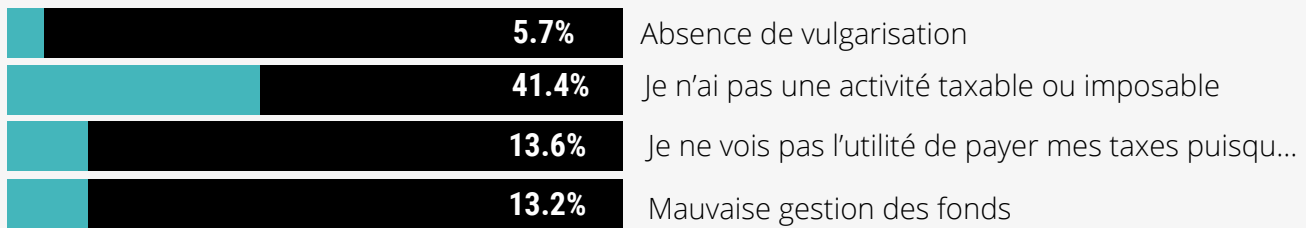
### Vous acquittez-vous régulièrement de vos obligations fiscales



La restauration de la confiance fiscale se traduit également par le paiement des taxes et impôts par la population. On note, à travers ces résultats que la quasi-majorité de la population s'acquitte désormais de ses obligations fiscales.

Dans les zones d'implémentations du programme, il se fait remarqué que la culture de la fiscalité n'est pas très développée. Comme nous le voyons, partant de ces résultats 73,9% des personnes enquêtées ne paient pas les taxes.

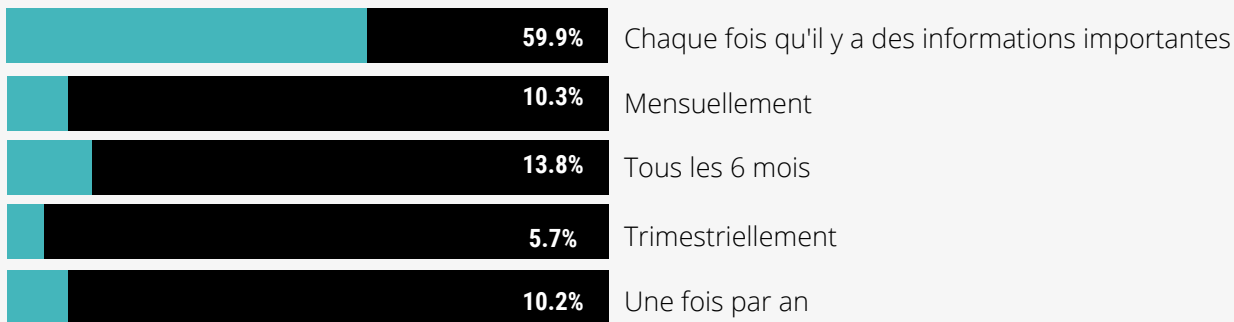
### Si non pourquoi ?



Ceux qui ne s'acquittent pas présentent en grande majorité, le fait de ne pas avoir des activités taxables à 41,4%, 13,6% qui ne voient pas l'utilité de payer la taxe et 13,2% qui ne paient pas suite à la mauvaise gestion des taxes collectées. Par ces résultats il est clair que la population a besoin de savoir l'affectation des taxes qu'elle paie et une forte sensibilisation sur l'importance de paiement de la taxe et comment les recettes de la taxe finance les projets des entités.

## COMMUNICATION

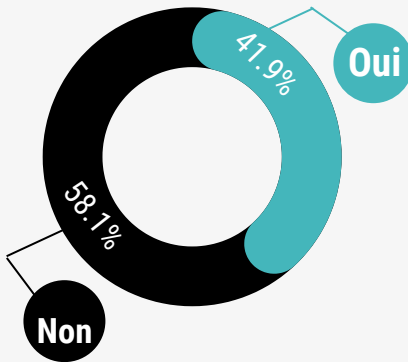
### A quelle fréquence les autorités locales communiquent-elles avec vous ?



La communication est le moyen qui permet un échange régulier entre la communauté et les autorités à travers lequel ces dernières rendent compte de la gestion de l'entité. Dans les milieux d'implémentation du programme, cet exercice se fait chaque fois qu'il y a une information à partager selon 59,9% des personnes enquêtées et là où elle se fait tous les 6 mois selon 13,8% des enquêtées. Ces résultats montrent le niveau d'amélioration de la communication des autorités avec leurs communautés et pour ce faire, des occasions pour les membres de la communauté de donner leurs opinions et avis en rapport avec la gestion de l'entité. En comparaison avec les résultats de la précédente collecte, on constate une amélioration de 2.8% de partage des informations chaque fois qu'elle sont disponibles et 6.7% pour tous les 6 mois.

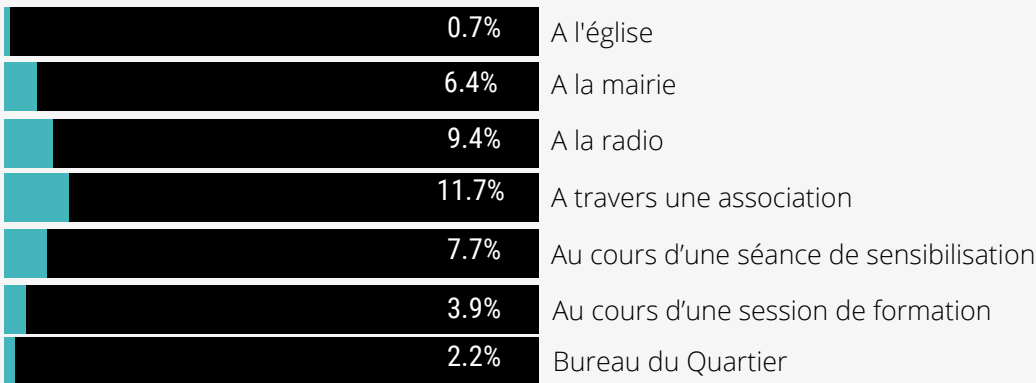
## BUDGET PARTICIPATIF

### Savez-vous qu'il existe un budget pour la gestion de votre entité ?



La grande majorité de la communauté n'est pas au courant de l'existence du budget dans leurs entités. 58,1% des personnes enquêtées témoignent n'est pas être au courant de son existence et 41,9% témoignent être au courant. Bien qu'encore faible il se fait remarquer une augmentation de 5.5% des personnes qui sont au courant de l'existence du budget par rapport à dernière collecte des données. Il est donc nécessaire d'intensifier les séances de vulgarisation du budget afin que toutes la communauté soit au courant de son existence.

### Si oui, où avez-vous eu accès aux informations budgétaires



Selon les personnes enquêtées, les informations sur l'existence du budget sont apprises beaucoup plus à travers des associations témoignent 11,7% des personnes enquêtées, au-delà des associations, 9,4% témoignent avoir ces informations par la radio. Tenant compte du faible niveau de connaissance de l'existence du budget, il est important que les autorités locales et leurs partenaires exploitent les autres moyens de vulgarisation (message à l'église, affichage à la mairie, des séances de vulgarisation, des sessions des formations et affichage au bureau des quartiers/groupements) non encore exploités afin d'atteindre tous les membres de la communauté et ce dans tous les coins et recoins de la ville et du territoire.



## Existe-t-il dans votre entité des séances de consultation pour l'élaboration du budget ou de vote du budget ?



20.1%

Je ne sais pas



57.1%



22.8%

La consultation de la communauté lors de l'élaboration du budget n'est reconnue par la majorité des enquêtés à 57,1%, seules 22,8% reconnaissent l'existence des consultations lors de l'élaboration du budget, et 20,1% qui ne savent pas

Partant des échanges et témoignages recueillis lors des sensibilisations et discussions sur les résultats de la 4<sup>e</sup> collecte, certaines couches sociales ont été associées dans l'élaboration du budget participatif de l'exercice 2021 - 2022. Suivant les résultats de cette 5<sup>e</sup> collecte, il se fait constater que les délégués de ces couches sociales n'ont pas fait des restitutions auprès de leurs bases afin que ces dernières s'approprient les résolutions et décisions issues de consultation lors de l'élaboration du budget. Il est dès lors nécessaire que les délégués de ces couches sociales organisent des restitutions auprès des communautés qu'ils avaient représentées et que l'autorité nationale parachève le processus de mise en place des animateurs des entités territoriales et leurs collaborateurs afin que le processus soit fait suivant la loi.

## Avez-vous déjà été consulté lors de la rédaction ou du vote du budget de votre entité ?

La majorité de la population 82,2% (73.3% et 8.9%) n'a jamais été consulté lors de l'élaboration ou le vote du budget de leurs entités. Les délégués des organisations et couches sociales représentées au cours de l'élaboration et adoption du budget devraient faire des efforts pour organiser des consultations de leurs bases de sorte qu'avant l'élaboration du budget, que la communauté comprenne que c'est son desiderata qui sera présenté et pris en compte dans le budget de son entité.



8.9%

Je ne sais pas



73.3%



17.8%

## SECURITE

### Comment se présente la situation sécuritaire dans votre commune ?

Excellente



1%

Bonne



26.7%

Assez bonne



38.1%

Neutre



4.8%

Mauvaise



13.8%

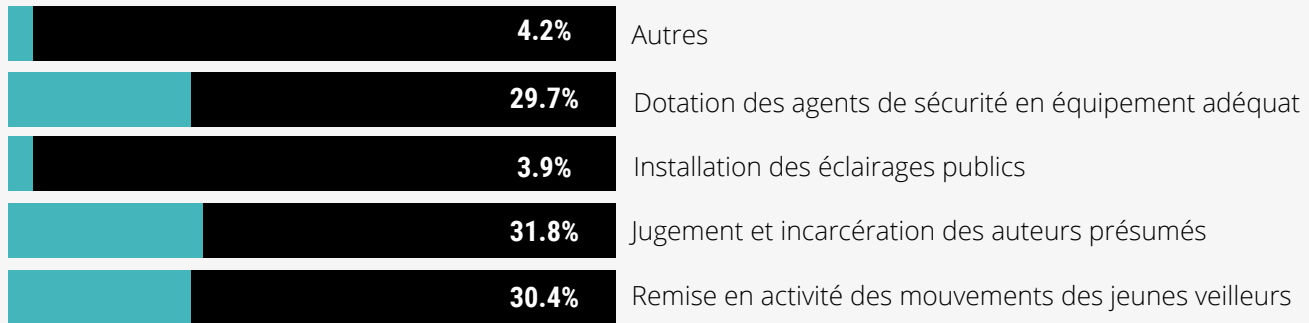
Très mauvaise



15.6%

La situation sécuritaire est en train de s'améliorer sauf dans certains milieux où il est signalé quelques cas d'insécurité, 65.8% de nos enquêtes reconnaît que la situation sécuritaire à Uvira est stable contre 29.4% qui prétend n'est pas être d'accord et 4.8% considère la situation est fluctuante.

## Quelles sont les mesures prises pour mettre fin à l'insécurité ?



Dans toutes les zones où s'implémentent le programme, des mesures sont mises en place par les autorités pour répondre à la situation d'insécurité, mais celles qui sont considérées par les membres de la communauté comme ayant des effets sont : la condamnation des auteurs d'insécurité selon 31,8% des personnes interviewées ; la dotation d'équipements aux agents de l'ordre (FARDC et Police) selon (29,7%) et surtout la remise en activités des mouvements des jeunes veilleurs de nuit selon 30,4%. A travers ces résultats nous comprenons que la condamnation des auteurs de l'insécurité, l'amélioration des équipements des agents de l'ordre et la participation de la population à travers les jeunes veilleurs de nuit sont des mesures qui peuvent aider à réduire sensiblement l'insécurité.

## Sur une échelle de 1 (pas du tout changer) à 10 (tout à fait changer) comment évaluez-vous le changement apporté par ces mesures prises ?

Pas du tout



27.4%

Changement



72.6%

Les mesures prises par les autorités apportent des changements tels que le témoignent 72.6% des personnes enquêtées et participent à leur réussite à travers la dénonciation des personnes suspectes. Seul 27,4% de la communauté semble n'être pas être encore satisfait par les mesures prises.



## Savez-vous que participer aux élections est un droit et un devoir citoyen ?



8.4%

Je ne sais pas



3.6%



88%

Une majorité de la population reconnaît les élections comme un droit et un devoir civique. C'est ainsi que 88% des personnes interviewées l'ont témoigné, mais 8,4% de la communauté ne le savent et 3,6% ne le reconnaissent pas comme un droit et devoir d'un citoyen. Pour cette franche de la communauté, il est important de le sensibiliser en rapport avec l'importance et la pertinence des élections comme moyen de participer à la gestion de l'entité par le choix de ses propres dirigeants.

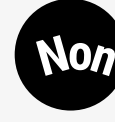
## Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ?

On note une volonté exprimée par une grande partie (68,1%) de la population de participer aux élections. Mais aussi une franche de 31,9% de la population qui n'a pas l'intention de participer aux élections dont 17,4% qui n'a pas l'intention de voter et 14,5% des personnes indécises.



14.5%

Je ne sais pas



17.4%



68.1%

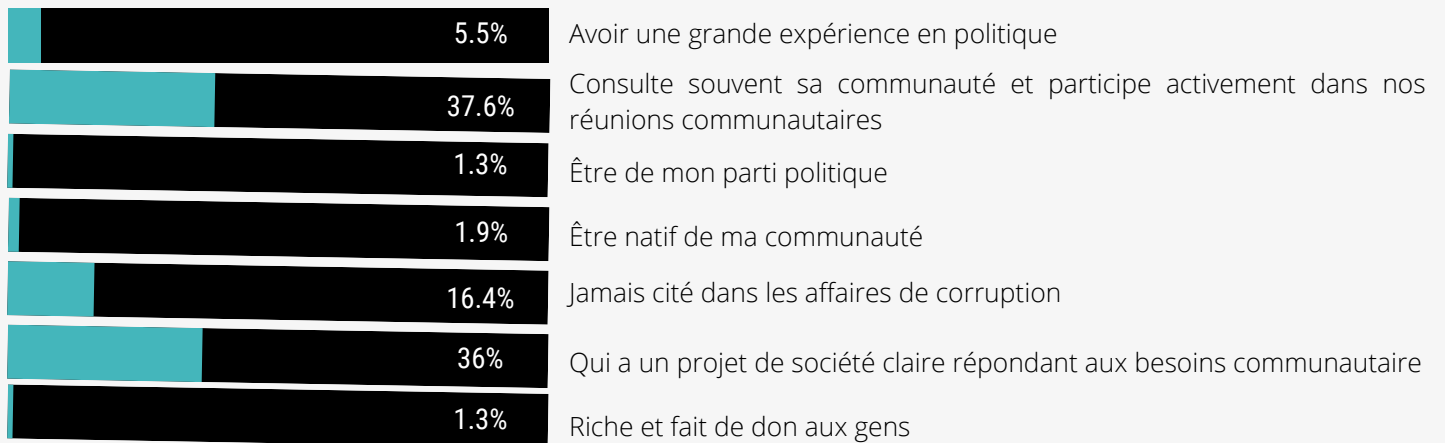
## Si non pourquoi ?

4.4%	Absence du changement/développement
3.1%	Les mêmes candidats qu'aux élections de 2018
10%	Manipulation des résultats

Sur le 17,4% des personnes qui n'ont pas l'intention de voter, 10% présente raison de la présomption de la manipulation des résultats sortis des urnes qui ne seraient ceux proclamés, 4,4% l'absence du changement/signe de développement malgré le vote et 3,1% l'absence du renouvellement de la classe politique. Telles sont les raisons qui font qu'ils n'éprouvent pas l'envie de voter aux prochaines élections. Il est important que les politiques et la CENI (commission électorale nationale indépendante) tiennent compte de ces plaintes afin que les prochaines enregistrent un taux de participation élevée.

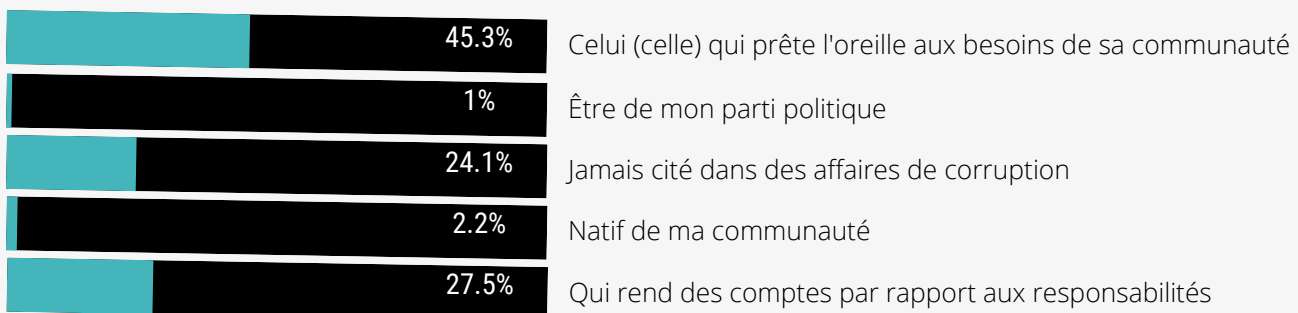


## Selon vous, quels sont les critères que doit avoir un bon candidat aux élections pour un poste de prise de décisions dans votre communauté ?



Les personnes enquêtées présentent trois critères essentiels selon elles que doivent remplir un bon candidat, notamment à 37.6% : celui qui consulte souvent sa communauté et participe activement dans les réunions communautaires; 36% : celui qui a un projet de société clair répondant aux besoins communautaires et 16.4% : celui qui n'a jamais été cité dans les affaires de corruption. A travers ces résultats, la communauté présente l'image de la personne selon elle à pouvoir assumer un poste de prise de décision dans son milieu. De ceci nous pouvons retenir que, pour la communauté, un bon candidat c'est celui qui n'a jamais été cité dans les affaires de la corruption, qui consulte souvent sa communauté pour concevoir et lui présenter un projet clair qui répond à ses besoins et qui participe activement dans la réalisation de ses projets.

## Selon vous qu'est-ce qu'un candidat redevable envers sa communauté ?



La communauté a donné selon elle une définition de la redevabilité qui repose sur 3 éléments dans le contexte actuel du pays. Selon 45.3% des interviewés, une personne redevable est celle qui prête l'oreille aux besoins de sa communauté, pour 27.5% celui qui rend des comptes par rapport aux responsabilités et pour 24.1% celui (celle) qui n'a jamais été cité dans des affaires de corruption. A priori nous constatons que pour les citoyens, le candidat redevable c'est celui rempli ces trois conditions essentielles notamment ne pas tremper dans les affaires de corruption, prêter oreilles aux besoins de la communauté pour bien les défendre et venir rendre compte des responsabilités confiées.

« La confiance représente les attentes qui se constituent, à l'intérieur d'une communauté régie par un comportement régulier, honnête et coopératif, fondé sur des normes habituellement partagées, de la part des autres membres de cette communauté » dicit FUKUYAMA Francis.

Réalisé dans le but de restaurer la confiance entre les détenteurs des pouvoirs et les membres de la communauté sur les questions de la transparence fiscale et la gouvernance locale, à travers les résultats de cette collecte, ce rapport a présenté les tendances générales des attentes de la communauté et les actions déjà entreprises par les autorités afin d'y répondre.

Ces enquêtes ont été menées dans la ville d'Uvira sur 404 personnes, à Kigongo sur 200 personnes, à Kiliba sur 201 personnes et à Makobola sur 200 personnes faisant un total de 1005 personnes interviewées y compris 57 handicapés, dont 476 femmes et 529 hommes effectué du 17 au 23 juin 2022.

A la lumière des réponses données par ces enquêtées, il est ressorti que :

#### **En ce qui concerne la redevabilité :**

La population commence à être plus exigeante envers les autorités à travers des marches de revendication des droits et des lettres de contestations. Néanmoins, il est important de signaler la nécessité que les regroupements des organisations de la société civile se mettent ensemble pour garantir une bonne coordination des actions qui amèneront à produire un grand impact pour l'intérêt de la communauté.

#### **En ce qui concerne la transparence fiscale :**

Le paiement des taxes par les membres de la communauté est encore à un taux faible, seul 26,1% de la population témoignent payer leurs taxes, 73,9% de la population ne payent pas et avancent comme raison l'absence de la vulgarisation des taxes (5,7%), la mauvaise gestion par les autorités des fonds collectés (13,2%), ne comprennent pas l'importance de payer les taxes (13,6%) et 41,4% qui témoignent ne pas avoir des activités taxable. Pour arriver à une confiance entre les contribuables et les mobilisateurs, il est important de procéder à des campagnes de vulgarisation de la nomenclature des taxes, présenter les affectations de ces taxes et les projets réalisés par les fonds perçus.

#### **En ce qui concerne la communication :**

Le niveau de communication entre les autorités et les membres de la communauté s'améliore et la communauté témoigne voir les autorités venir auprès d'elle pour partager les décisions et les idées prises pour le développement de l'entité.

#### **En ce qui concerne le budget participatif :**

L'existence du budget n'est pas toujours connu par une grande majorité de la population 58,1%, c'est seulement 41,9% qui est au courant de l'existence du budget et cela à travers deux moyens plus utilisés dont les sensibilisations des ONGs selon 11,7% des enquêtés et les émissions selon 9,4% des enquêtés. Aussi il sied d'encourager les membres de la communauté à consulter le budget de leur entité vu que 73,3% de la communauté ne l'a jamais consulté. La consultance du budget favorise le suivi de l'exécution des actions prévues.

#### **En ce qui concerne la sécurité :**

La population salue les actions et décisions prises par les autorités locales qui sont en train de restaurer peu à peu la sécurité.

#### **En ce qui concerne les prochaines élections :**

Une grande partie de la communauté comprends que le vote est un droit et un devoir civique, à 68% elle a exprimée l'intention de participer aux élections à venir et a donner quelques critères pour un bon candidat et un candidat qui est redevable.



## RECOMMANDATIONS

De ce précède, afin de garantir le rétablissement de la confiance entre parties prenantes pour le renforcement de la redevabilité, on comprend que tant d'efforts restent à fournir dans leur implication et leur engagement à la recherche des solutions aux problèmes identifiés.

Pour y arriver, il est important que :

- ➔ Les autorités multiplient les réflexions ensemble avec les membres de leur communauté pour toutes les questions qui se posent afin d'arriver à la co-création de solutions adaptées qui satisfassent au besoin de la communauté.
- ➔ Les autorités rendent compte à la communauté des affectations des recettes mobilisées et la manière dont les taxes perçues parviennent à financer les projets des sociétés.
- ➔ Les autorités continuent à se rendre disponible pour suivre de près les desideratas de la communauté.
- ➔ Les autorités et leurs partenaires intensifient les séances de vulgarisation du budget afin que toute la communauté soit au courant de son existence et ce, à travers tous les moyens de vulgarisation (message à l'église, affichage à la mairie, des séances de vulgarisation, des sessions des formations et affichage au bureau des quartiers/groupements).
- ➔ Les délégués des couches sociales ayant participé à l'élaboration du budget organisent des restitutions auprès de leurs communautés et que l'autorité nationale parachève le processus de mise en place des animateurs des entités territoriales et leurs collaborateurs afin que le processus d'élaboration du budget soit fait suivant la loi.
- ➔ La population soit sensibilisée en rapport avec l'importance et la pertinence des élections comme moyen de participer à la gestion de l'entité par le choix de ses propres dirigeants.
- ➔ Les politiques et la CENI (commission électorale nationale indépendante) tiennent compte de ces plaintes afin que les prochaines enregistrent un taux de participation élevée.



### CONTACT US

- 🌐 [www.accountabilitylab.org](http://www.accountabilitylab.org)
- ✉ [cedej.glac@gmail.com](mailto:cedej.glac@gmail.com) / [info@cedejglac.org](mailto:info@cedejglac.org)
- ☎ +243 995 092 615 / 899 926 448
- © July 2022